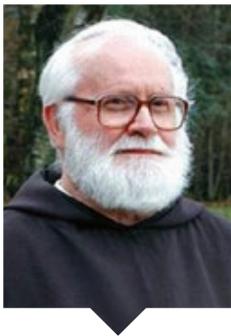


Les classes moyennes mises à mal

POLITIQUE DE LA COLÈRE

ARMAND VEILLEUX,

Père abbé de l'abbaye de Scourmont (Chimay)



L'exaspération des populations laissées pour compte par l'économie libérale explique la poussée vers l'extrême-droite en Occident.

La colère gronde. Au cours des dernières décennies, plusieurs politiciens en Occident ont utilisé avec succès l'arme de la peur pour se faire élire. Une fois élus, ils se sont en général laissés emporter par la globalisation de l'économie ultra-libérale qui n'a cessé de creuser des fossés et bâtir des murs. De la peur, les masses sont passées à la colère.

Non seulement les analystes politiques, mais également des penseurs attentifs aux transformations sociales, voient ce cri de colère dans les résultats des consultations populaires des derniers mois, que ce soit par voie de référendum ou d'élections présidentielles.

Ce n'est même pas, en général, celui des plus pauvres, oubliés par le système. Ceux-ci constituent probablement la majeure partie des quatre-vingt millions d'Américains qui se sont abstenus de voter lors des dernières élections. C'est essentiellement la colère des classes moyennes, sévèrement affectées par les crises financières successives et à qui la relance économique n'a guère profité.

MISES EN GARDE

Jonathan Sacks, grand rabbin de Londres et auteur d'ouvrages sur la relation entre la science et la religion, mettait récemment en garde contre cette « *politique de la colère* » (*The Daily Telegraph*, 11 novembre). Il affirmait qu'aucune civilisation n'est immortelle. Le premier signe de désintégration apparaît lorsque les peuples n'ont plus confiance en leurs élites.

Jean Ziegler, qui se consacre depuis de nombreuses années à la défense des droits de l'homme dans le cadre des Nations Unies, souligne de son côté (*La Libre Belgique*, 27 novembre) l'hypocrisie de l'ONU affirmant les grands principes universels mais fermant les yeux sur le déni des droits humains les plus élémentaires, comme celui à l'alimentation et à l'éducation, à l'égard de millions de personnes. Il rappelle la parole de Berthold Brecht selon qui « *un bulletin de vote ne nourrit pas la famille* », ajoutant que la liberté de la presse n'a pas de sens pour un analphabète.

Stephen Hawking, célèbre physicien de Cambridge, affirme à son tour (*The Guardian*, 1 décembre) que l'humanité vit actuellement ses jours les plus dangereux. Car nous avons désormais les moyens techniques de détruire notre planète sans avoir encore développé ceux pour nous en échapper. Les dangers les plus graves, selon lui, ne proviennent pas des changements climatiques, mais sont générés par les inégalités croissantes partout dans le monde.

MINUIT MOINS CINQ

Dans le compte à rebours vers la catastrophe généralisée, il est minuit moins cinq. Dans ce contexte, tout bête optimisme serait ridicule. Il n'y a de place que pour l'espérance, et l'utopie (au sens de Thomas More) que celle-ci permet d'engendrer. Heureusement que des mouvements portés par la société civile, comme Greenpeace, Via Campesina, Attac, etc., contrebalancent encore les poussées d'extrême-droite et les soubresauts identitaires en marge des partis politiques traditionnels.

Avant tout, il y a urgence de reconstruire l'écologie globale dont parlait le pape François dans son encyclique *Laudato si*. En effet, l'élément original et le plus important de ce document pontifical n'est pas le rappel des problèmes engendrés par les changements climatiques. Mais bien l'affirmation que la solution à l'ensemble de ceux auxquels l'humanité doit faire face de nos jours réside dans une « *écologie globale* » qui puisse rétablir l'équilibre de tous les aspects de l'existence humaine et des relations interpersonnelles. ■